



HAL
open science

La Révolution caribéenne : une époque pour comprendre et interpréter un espace colonial en révolution

Frédéric Spillemaeker

► **To cite this version:**

Frédéric Spillemaeker. La Révolution caribéenne : une époque pour comprendre et interpréter un espace colonial en révolution. *Tracés: Revue de Sciences Humaines*, 2019, 36, pp.117-138. 10.4000/traces.9568 . halshs-03169762

HAL Id: halshs-03169762

<https://shs.hal.science/halshs-03169762>

Submitted on 15 Mar 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



La Révolution caribéenne : une époque pour comprendre et interpréter un espace colonial en révolution

The Caribbean revolution: an epoch for understanding and interpreting a colonial space undergoing a revolution

Frédéric Spillemaeker



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/traces/9568>

DOI : [10.4000/traces.9568](https://doi.org/10.4000/traces.9568)

ISSN : 1963-1812

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 24 octobre 2019

Pagination : 117-138

ISBN : 979-10-362-0182-0

ISSN : 1763-0061

Ce document vous est offert par Aix-Marseille Université (AMU)

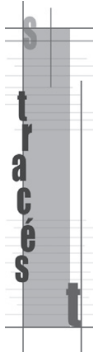


Référence électronique

Frédéric Spillemaeker, « La Révolution caribéenne : une époque pour comprendre et interpréter un espace colonial en révolution », *Tracés. Revue de Sciences humaines* [En ligne], 36 | 2019, mis en ligne le 16 octobre 2019, consulté le 05 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/traces/9568> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/traces.9568>



Tracés est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.



La Révolution caribéenne : une époque pour comprendre et interpréter un espace colonial en révolution

FRÉDÉRIC SPILLEMAEKER

L'écrivain Édouard Glissant décrit en ces termes les effets de la plantation esclavagiste sur la mémoire et la création littéraire dans la Grande Caraïbe :

En quoi notre mémoire et notre temps furent-ils chahutés par la Plantation ? Dans l'écart qu'elle constituait, l'emmêlement toujours multilingue et souvent multiracial a noué de manière indémêlable le tissu des filiations et cassé par là l'ordonnance claire, linéaire, à laquelle les pensées de l'Occident avaient donné un tel éclat. Alejo Carpentier rencontre alors Faulkner, Edward Kamau Brathwaite rejoint Lezama Lima, je me reconnais en Derek Walcott, nous nous réjouissons des enroulés du temps dans le siècle de solitude de García Marquez. La Plantation détruite a touché alentour aux cultures des Amériques. (Glissant, 1990, p. 86)

Édouard Glissant suggère que la « Plantation détruite », la mémoire d'un monde commun, a contribué à tisser les liens entre les écrivains au-delà des frontières nationales. Pour dire son influence sur les imaginaires, la « Plantation » est majuscule, tant sa sédimentation dans les consciences façonne le regard des auteurs, de la Sainte-Lucie de Derek Walcott aux côtes colombiennes de García Marquez. Un regard historien peut être tenté d'y voir le signe d'une « région-mémoire » (Martin, 1984), ici en archipel, héritage reconstruit dans la littérature. Ce monde commun des écrivains du xx^e siècle l'était-il également pour les révolutionnaires des débuts de l'époque contemporaine ? Auquel cas, pourrait-on identifier une Révolution caribéenne commune à l'échelle de la macrorégion ?

L'ère des révolutions est un phénomène international et connecté, d'ampleur atlantique, et même globale (Bayly, 2004 ; Adelman, 2006 ; Armitage et Subrahmanyam, 2010). Mais il peut être utile, dans ce vaste réseau d'interdépendance, de délimiter des séquences d'espace-temps qu'on

appelle *époque*. Cela permet d'appréhender une singularité dont l'historien ne se saisit pas forcément depuis ses catégories de départ. Pour ce faire, on propose ici une réflexion sur la Révolution caribéenne comme époque, au-delà des divisions géographiques impériales et nationales, de la coupure entre époque coloniale et époque nationale. Comme tout chrononyme ce nom d'*époque* a plusieurs fonctions.

Une dimension interprétative et politique d'abord, au sens où il met particulièrement en lumière certains acteurs et processus¹ et où il aide ainsi à saisir un faisceau de liens. La Révolution caribéenne opéra une remise en cause radicale du système esclavagiste et colonial et des hiérarchies socio-raciales qui structuraient la Grande Caraïbe à la fin du XVIII^e siècle. Les principes de liberté et d'égalité civique de la Révolution française rencontrèrent, de manière féconde, les demandes politiques des libres de couleur, des esclaves et des marrons, de la plèbe des marins et des miliciens des colonies. Précisons d'emblée que l'appréhension de cette époque est un défi pour l'historien car ses principaux acteurs, subalternes, ne sont généralement visibles dans les sources qu'à travers le prisme des administrations et des élites, souvent hostiles ou méfiantes vis-à-vis des revendications populaires.

Chaque empire, chaque territoire avait ses spécificités, mais le système colonial macrorégional avait des logiques communes identifiables. En premier lieu, un grand nombre de territoires étaient structurés par la plantation, mode de production autant qu'organisation sociale. Dans ce cadre esclavagiste, une idéologie de la race déterminant les hiérarchies entre les individus s'était constituée et s'inscrivait dans le droit². De plus ces territoires étaient étroitement liés entre eux par les circulations de personnes et de marchandises : les ports dédiés à ces échanges, tels que Carthagène des Indes, La Havane ou La Nouvelle-Orléans, étaient aussi des lieux d'hybridation culturelle et politique, propices à la circulation et à l'élaboration

1 Les réflexions de Paul Bacot, Laurent Douzou et Jean-Paul Honoré (2008) sont particulièrement éclairantes concernant la formation des chrononymes, savants ou populaires et décrivent parfaitement ses implications politiques : « La dimension politique de la chrononymie est incontournable dès lors qu'on définit le politique comme mise en scène de la conflictualité sociale : d'une part, le découpage du temps favorise certaines représentations des clivages et des camps ; d'autre part, la dénomination de la période qu'elle contribue à découper suggère une certaine interprétation des contradictions et des luttes qui l'ont habitée et de leurs conséquences dans différents compartiments de la réalité sociale » (p. 6).

2 La traite et l'esclavagisme constituent des facteurs fondamentaux dans la constitution de processus sociaux de hiérarchisation raciale, de même que d'autres éléments comme la doctrine juridique de la « pureté de sang » (*limpieza de sangre*) dans l'Espagne médiévale, comme l'a bien montré Jean-Frédéric Schaub (2015).

des idées nouvelles. En somme, la Grande Caraïbe, était un espace vécu³, auquel les individus des différentes classes sociales, au-delà des frontières étatiques, appartenaient par leurs pratiques et leurs représentations. Dès lors le flux insurrectionnel prend sens dans ce cadre : dans les années 1790, d'abord à Saint-Domingue puis dans nombre d'autres colonies, la longue rébellion des esclaves acquérait un caractère révolutionnaire, susceptible de mettre à bas le système de la plantation. De plus, les libres de couleur s'emparaient des idées républicaines et démocratiques pour revendiquer l'égalité et la citoyenneté. On assistait aussi à une recomposition des élites économiques et politiques, dont une partie optait pour des réformes de l'ordre colonial, voire pour l'indépendantisme.

Une réflexion épistémologique ensuite, au sens où il s'agit de chercher la terminologie la plus adéquate pour rendre intelligible une séquence historique : la Révolution caribéenne n'est pas une formulation des acteurs eux-mêmes, mais un terme qu'on se propose d'employer pour mieux comprendre les enjeux d'un moment transformateur. À cet égard l'époque que l'on suggère de délimiter pourrait être l'un de ces *colligatory concepts* (concepts colligatoires) forgés a posteriori, un de ces chrononymes issus du travail des historiens (Kalifa, 2016).

Mais l'époque considérée fut aussi un moment transformateur des « régimes d'historicité » des acteurs (Bantigny, 2013 ; Delacroix *et al.*, 2009 ; Hartog, 2003). En effet, les bouleversements révolutionnaires modifiaient en profondeur les expériences et les attentes des individus et des groupes sociaux : leurs pratiques et leurs représentations étaient alors situées dans un nouveau champ de possibilités. À ce titre, le chrononyme peut constituer l'un des instruments d'exploration de ces transformations.

Cet article revêt ainsi une dimension expérimentale. Il s'agit d'éprouver le caractère heuristique de la notion. À cette fin, on étudiera d'abord l'essor macrorégional des deux revendications communes aux différentes phases de la Révolution caribéenne qui caractérisent l'époque dans les révolutions atlantiques : la liberté pour les esclaves et la citoyenneté pour les libres de couleur. Puis, on examinera les effets du chrononyme sur une histoire nationale, à partir de l'exemple du Venezuela, en voyant notamment comment la grille de lecture de la Révolution caribéenne peut enrichir notre interprétation des guerres d'indépendance. Enfin, on verra en quoi ce chrononyme, en suivant les jeux de circulations, permet d'approcher l'expérience des acteurs.

3 On emprunte ce concept au géographe Armand Frémont (1999), car il nous semble particulièrement adéquat pour décrire les mondes communs de la Grande Caraïbe, en particulier à l'ère des révolutions.

La Révolution caribéenne dans les révolutions atlantiques

La Grande Caraïbe, cœur du monde atlantique

Nommer une époque revient à situer des événements historiques, dans un cadre temporel comme dans un cadre spatial, et à suggérer ainsi des réseaux de liens et des interprétations. L'idée de Révolution caribéenne prend place à cet égard dans un débat ancien. L'un des tournants majeurs de l'historiographie des révolutions au milieu du xx^e siècle fut en effet la naissance de l'histoire atlantique (Godechot et Palmer, 1955), analysant les éléments communs à la guerre d'indépendance des États-Unis d'Amérique et à la Révolution française. Cette notion fut alors abondamment critiquée, accusée d'exagérer la comparaison entre indépendance étatsunienne et Révolution française pour des raisons idéologiques. Plus récemment une nouvelle histoire atlantique, enrichie des apports de l'histoire globale et de l'histoire connectée, a connu un essor renouvelé. Cependant, comme le souligne Cécile Vidal, certains ouvrages de synthèse récents (notamment le *Oxford Handbook of Atlantic History* sous la direction de Nicholas Canny et de Philip Morgan, 2011) sont confrontés aux limites de « l'impossible regard panoptique » sur le monde atlantique, notamment parce qu'ils peinent à proposer « des découpages territoriaux et géographiques échappant aux logiques nationales et impériales européennes » (Vidal, 2012, p. 409).

La quête de nouvelles découpes peut prolonger l'effort de recherche, comme dans l'ouvrage collectif sous la direction de Clément Thibaud, Gabriel Entin, Alejandro Gómez et Federica Morelli (2013) consacré à l'Atlantique ibérique, ou en adoptant, comme on le propose ici, un niveau d'analyse macrorégional. En effet, la traite, les guerres, la piraterie et la course, le métissage, les institutions esclavagistes et impériales et les multiples échanges commerciaux avaient engendré un monde commun au cours des trois siècles précédents, peut-être de manière plus nette encore à l'échelle caribéenne qu'à l'échelle atlantique. De fait, depuis le travail précurseur de Julius Scott (1986) et l'ouvrage collectif dirigé par David Barry Gaspar et David Geggus (1997), nombre de recherches ont montré l'intérêt d'une réflexion historique à l'échelle du monde commun formé par la Grande Caraïbe, en ne considérant pas seulement les territoires insulaires et les Guyanes qu'on y inclut généralement, mais aussi les territoires côtiers. Ainsi, les ouvrages d'Ernesto Bassi (2016) et d'Eduardo Pérez Morales (2018) sur la Colombie montrent comment la guerre d'indépendance de ce pays d'Amérique du Sud s'est déroulée en imbrication étroite avec le monde

caribéen. L'ambitieux travail de Juan Francisco Martinez Peria (2015) a aussi montré les relations multiples entre les phénomènes révolutionnaires à Cuba, en Haïti, en Nouvelle-Grenade et au Venezuela, mariant histoire comparée et histoire connectée. Enfin, Nicolas Terrien (2015) a également mis en lumière l'importance de la course dans ces connexions politiques dans son œuvre consacrée aux corsaires indépendantistes.

À bien des égards, la Grande Caraïbe constituait le cœur du monde atlantique à la fin du XVIII^e siècle. L'historien vénézuélien Tomás Straka évoque ainsi cet « espace cisatlantique par excellence, cette intersection que représentait la “Grande Caraïbe” en termes géohistoriques, géoéconomiques et géoculturels, dans lequel l'ère des révolutions eut des caractéristiques bien particulières »⁴. Sur le plan économique, la Grande Caraïbe regroupait à la fin du XVIII^e siècle l'essentiel des colonies de plantation des grandes puissances européennes. La plus importante était la colonie française de Saint-Domingue, qui produisait plus de sucre que la Jamaïque, Cuba et le Brésil réunis, et la moitié du café à l'échelle mondiale (Geggus, 1993). D'autres îles avaient également connu une importante croissance des plantations à la même période, et devenaient ainsi des sociétés esclavagistes, produisant du coton, de la canne à sucre, du tabac, du cacao et de l'indigo. La traite de femmes et d'hommes africains réduits en esclavage était aussi en expansion. Ainsi, dans les années 1780, la monarchie hispanique mit en œuvre une politique visant à attirer des colons étrangers et leurs esclaves dans l'île de Trinidad. En seulement 4 ans, la population passa de 6 503 à 11 716 habitants, et le pourcentage d'esclaves de 37,8 % à 55,3 % (Newson, 1976).

Centrale du point de vue productif, la Grande Caraïbe l'était également du point de vue idéologique. Depuis le début de l'époque coloniale, la Grande Caraïbe se situait au cœur du processus de racisation issu de l'esclavage (Larcher, 2014, p. 331). Ces mécanismes de racisation étaient bien visibles dans les discours de la fin du XVIII^e siècle. À travers l'étude de voyages aux Antilles et de traités médicaux, Elsa Dorlin a montré par exemple comment ces discours construisaient une vision racisée des rapports sociaux, et contribuaient à la formation et à la sédimentation des catégorisations socio-raciales (Dorlin, 2009). Il en était de même dans l'Empire espagnol, notamment en Nouvelle-Grenade (Hering Torres, 2012). Autrement dit, on a affaire à un espace qui, tout en étant situé au carrefour de plusieurs empires et influences, possède une certaine cohérence du fait des conditions historiques,

4 Tomás Staka (2014, p. 158) : « el espacio cisatlántico por excelencia, esa intersección que representa en términos geohistóricos, geoeconomicos y geoculturales el “Gran Caribe”, en el cual la era de las revoluciones tuvo conotaciones muy particulares ». Traduction de l'auteur (TDA).

géographiques comme des structures commerciales et politiques. Aussi la situation révolutionnaire se dote-t-elle ici de traits spécifiques, particulièrement visibles si l'on suit l'entrelacement des phases de révolte et de répression.

Une révolution multiple

En octobre 1790, un mouvement de revendication des droits civiques par les libres de couleur mené par Vincent Ogé se forma dans la colonie française de Saint-Domingue, dans le cadre des débats sur la citoyenneté des débuts de la Révolution française. Or, comme le souligne John Garrigus, certains d'entre eux étaient des vétérans ayant combattu à Savannah pour l'indépendance des États-Unis, comme Jean-Baptiste Chavannes, l'un des plus proches soutiens de Vincent Ogé (Garrigus, 2011, p. 39). Dans cette expérience, ces soldats dominguois avaient acquis un capital martial et politique qu'ils pouvaient réinvestir à l'heure des débats sur l'extension de la citoyenneté dans les colonies françaises. Ogé, Chavannes et deux autres libres de couleur qui réclamaient la citoyenneté furent finalement condamnés à mort et exécutés par les autorités créoles de Cap-Français qui les accusèrent de rébellion. Leur exécution montre à quel point les demandes d'égalité de la part des libres de couleur pouvaient être considérées comme intolérables par le pouvoir colonial. Lorsque la classe dominante créole se refusait à toute réforme, sans doute contribuait-elle également à radicaliser les demandes subalternes et à l'émergence d'un contexte révolutionnaire.

Dans le cadre des colonies caribéennes de l'Empire espagnol, les réformes de la Monarchie concernant les colonies pouvaient également être considérées comme des menaces par les élites locales, en particulier lorsqu'elles concernaient le statut des esclaves ou des libres de couleur. Ainsi, le Code noir espagnol de 1789 qui, tout en légitimant à nouveau l'institution de l'esclavage, entendait réglementer les pratiques des propriétaires, fut critiqué par les élites de La Havane et de Caracas : ils refusaient de le rendre public, y voyant une menace contre le pouvoir absolu qu'ils entendaient maintenir dans leurs domaines. En 1790, l'Audience de Caracas rapportait au Conseil des Indes la publication d'un inquiétant pamphlet réclamant que « la cédula royale qui est venue en faveur de nous les esclaves soit publiée plutôt de force que par la volonté des Blancs et que l'Audience royale signale le jour et l'heure. En dépit de tous les Blancs et les Blanches de cette Ville de Caracas »⁵.

5 On retranscrit ici le texte d'origine, à l'orthographe non conventionnelle : « que la R^l cedula que A Benido de S.M a favor denosotros los hesclavos cepublicue Mas afuersa que con voluntad

En outre, le pamphlet anonyme était accompagné d'un dessin encore plus menaçant : un homme noir armé d'un sabre brandissait une tête blanche décapitée et dégoulinant de sang. Ce document témoigne d'une contestation radicale de la domination esclavagiste, et également d'un certain royalisme populaire caribéen : il s'agit de s'approprier la figure royale pour contester les élites locales. Quant à la représentation de la décapitation, elle opère un renversement symbolique frappant : l'esclave inflige au maître le châtiment des ennemis de la Couronne. Du reste, dans nombre de colonies caribéennes, les esclaves révoltés invoquaient souvent la nouvelle d'une abolition de l'esclavage par décision royale, pour légitimer leur rébellion (Klooster, 2011). On touche ici à une caractéristique importante de l'époque qu'on retrouvera dans la suite de l'article : la Révolution caribéenne pouvait prendre appui sur les idées nouvelles de la Révolution française, mais aussi parfois sur le royalisme populaire.

À partir de 1791, la grande insurrection des esclaves de Saint-Domingue fit de la colonie française l'épicentre de la Révolution caribéenne. La Révolution haïtienne est exceptionnelle, dans la mesure où Haïti seul a connu simultanément une révolution dirigée par d'anciens esclaves, une abolition de l'esclavage et une guerre d'indépendance menée à son terme, couronnée par la déclaration d'indépendance du 1^{er} janvier 1804 (James, 1989 ; Fick, 1990 ; Dorigny, 2004 ; Dubois, 2004a). Pourtant, la Caraïbe a également connu à la même période, d'autres événements révolutionnaires majeurs, qui relèvent aussi de logiques antiesclavagistes, égalitaires, et anticoloniales. C'est pourquoi, plutôt que de considérer Haïti comme un cas isolé, il nous semble fécond d'y voir l'événement le plus marquant d'un ensemble de profonds bouleversements politiques qui, par leurs similitudes comme par les nombreuses circulations entre eux, font époque à l'échelle du bassin caribéen. Ainsi, à l'abolition de l'esclavage en 1793 à Saint-Domingue, succéda celle du 4 février 1794 par la Convention, qui fut mise en œuvre d'abord à la Guadeloupe en juillet 1794, puis dans les Antilles conquises par les corsaires franco-antillais de juillet 1794 à 1802. Citons également la Révolution de Grenade, généralement connue comme Révolution de Fédon, du nom du libre de couleur qui en fut la principale figure, qui renversa la souveraineté britannique de l'île de mars 1795 à juin 1796 (Craton, 1982 ; Candlin, 2012), proclama la République et libéra les esclaves, avant qu'elle ne soit finalement réprimée par les Anglais. Dans le Sud-Est caribéen, la

de los blancos y de la R¹ audiencia señalar dia ni hora A pesar de todos los blancos y blancas de hesta Ciudad de Caracas». TDA, Archives générales des Indes (AGI), Gouvernement, Audience de Carcas 167, pièce n°8, document en pièce jointe d'une lettre de l'Audience royale au Conseil des Indes du 29 juin 1790.

Guadeloupe était alors l'épicentre de la course révolutionnaire et de l'abolitionnisme, en particulier entre 1794 et 1802, et constituait un laboratoire politique majeur et un pôle de diffusion révolutionnaire (Pérotin-Dumon, 1985; Dubois, 2004b; Régent, 2004).

Limites et frontières d'une époque

En 1802 et 1803, la décision du Premier consul Napoléon Bonaparte de rétablir l'esclavage marqua une rupture majeure. D'après combats eurent lieu contre son rétablissement à la Guadeloupe et à Saint-Domingue (Bénot et Dorigny, 2003). Les révolutionnaires guadeloupéens furent vaincus, mais la cause abolitionniste l'emporta à Saint-Domingue, qui déclara son indépendance et devint Haïti le 1^{er} janvier 1804. Faut-il considérer ces combats comme les derniers de la Révolution caribéenne, et donc limiter sa chronologie à la période allant de 1789 à 1804? Plusieurs arguments plaident en ce sens. Ainsi, de nombreux travaux ont souligné que, la production sucrière de Saint-Domingue baissant subitement, d'autres îles ont étendu le système esclavagiste ailleurs, en particulier à Cuba (Ferrer, 2014, p. 23-43). Toutefois, d'autres éléments pourraient conduire au contraire à profiter de la notion pour étendre la Révolution caribéenne à des moments extérieurs ou ultérieurs. Ainsi, la rébellion des esclaves jamaïcains de 1831-1832 contribua à convaincre les parlementaires britanniques d'abolir l'esclavage, et accéléra le vote de l'abolition (Holt, 1992, p. 17-20).

On peut ainsi considérer que les guerres d'indépendance de la Colombie et du Venezuela participent de la Révolution caribéenne, en particulier à la lumière des travaux récents qui montrent l'importance de la participation politique des esclaves et des libres de couleur dans ces processus (Helg, 2004; Gómez, 2006; Lasso, 2007; Martinez Peria, 2015; Perez Morales, 2018; Soriano, 2011; Bassi, 2016; Thibaud, 2017). Notre réflexion s'inscrit donc dans la lignée de ces nouvelles perspectives historiographiques, qui soulignent les continuités politiques entre la Caraïbe et l'Amérique du Sud à la fin du xviii^e siècle et au début du xix^e siècle.

À travers ces différents exemples, on a voulu montrer quelques aspects d'une révolution commune aux empires caribéens. On voit ainsi comment le degré d'interconnexion entre ces espaces impose de considérer des trames temporelles plus amples, sous forme de marges mobiles. Une époque n'a pas forcément de frontières fixes qu'on peut définir en années. En ce sens celle de la Révolution caribéenne irait de façon souple des années 1750 aux années 1830. Sous cette forme, elle permet d'intégrer d'autres expériences et d'en modifier les analyses usuelles souvent considérées depuis la perspec-

tive d'une histoire nationale. La guerre d'indépendance du Venezuela (1810-1825) en donne un bon exemple. Le chrononyme *Révolution caribéenne* permet de considérer la persistance des revendications des libres de couleurs, et de la libération par les armes de nombreux esclaves, et il aide ainsi à restituer les logiques propres aux acteurs.

Une époque pour renouveler une histoire nationale ? La Révolution caribéenne dans l'indépendance du Venezuela

Repenser les divisions politiques de la guerre d'indépendance

Dans le processus de dénomination des époques auquel se livrent les historiens, la coupure entre une époque coloniale et une époque d'indépendance nationale est indéniable sur le plan institutionnel. Une telle séparation semble imposer une lecture tout aussi nette des affrontements de la guerre d'indépendance du Venezuela de 1810 à 1825 : royalistes d'un côté, indépendantistes républicains de l'autre. Cette opposition est bien évidemment centrale, mais elle n'est pas la seule à même de nous permettre de comprendre l'ensemble des conflits et des logiques politiques de la période. La question des droits des esclaves, des *castas*⁶ et des Amérindiens, de leur place dans les armées fit l'objet de divisions internes à chaque camp politique. C'est ce à quoi rend sensible le chrononyme ici étudié. Le processus d'indépendance peut aussi être lu à l'aune des dynamiques d'autonomie et de liberté mises en œuvre lors des précédents mouvements insurrectionnels. À l'inverse, le cas vénézuélien donne à voir des mécanismes parfois inattendus dans ces processus généraux.

Ainsi, lors des premières déclarations d'indépendance, les patriotes du Venezuela firent le choix d'attribuer les droits civiques indépendamment des *castas* d'appartenance : ils créaient ainsi une rupture majeure avec le régime de hiérarchie socioraciale de l'époque coloniale (Thibaud, 2017). Le 2 août 1811, le Congrès patriote vénézuélien proclamait une loi autorisant les mariages quelle que soit l'origine des individus, en rupture avec la Pragmatique de 1776 qui interdisait les unions entre les Blancs et les *castas* (Langue, 1997). Cependant, les républicains ne disaient rien de l'esclavage,

6 Le terme *castas* désignait, dans l'Amérique hispanique de l'époque coloniale, l'ensemble des individus métis, qui n'appartenaient ni à la catégorie des Blancs, ni à celle des *Indios* (Amérindiens), ou l'ensemble des désignations (*mulatos* pour les mulâtres; *zambos* pour les métis d'ascendance noire et amérindienne, etc.) regroupant ces individus. Au Venezuela, le terme de *pardos* était aussi très fréquemment employé pour désigner les *castas*.

et les royalistes ne manquèrent pas d'exploiter cette faille dans le cours de la guerre.

Le chef militaire et politique de la première République du Venezuela, Francisco de Miranda, était fort d'une longue expérience martiale et révolutionnaire : il avait combattu dans les troupes espagnoles aux côtés des insurgés nord-américains, puis comme général au cours de la Révolution française (Bohórquez, 1998 ; Racine, 2003). Homme de lettres et théoricien politique, il avait formé le projet d'une Amérique hispanique unie et indépendante. Ses idées étaient républicaines, mais il craignait la radicalité des Révolutions de France et de Saint-Domingue : de même que la plupart des autres patriotes hispano-américains, Miranda était favorable à l'extension de la citoyenneté aux *castas*, mais n'envisageait pas d'abolir l'esclavage.

De manière tout à fait intéressante, c'est finalement dans le camp royaliste que, pour la première fois, des esclaves furent incorporés massivement aux armées, au grand effroi des républicains. On peut comprendre pourquoi en lisant l'une des principales sources sur cette mobilisation, le recueil des mémoires de l'archevêque de Caracas, Narciso Coll y Prat (1960, p. 60), rédigé entre 1816 et 1818. Entré en fonction le 15 juillet 1810, le prélat avait assisté à la succession d'événements inouïs conduisant à la proclamation d'indépendance de la première République du Venezuela. Si en juin 1812, Miranda proclama une loi martiale de mobilisation générale, assortie d'un décret de mobilisation des esclaves (Gómez, 2006, p. 6), c'est bien dans les troupes royalistes que furent massivement incorporés des cultivateurs esclaves des régions de plantation proches de Caracas. L'archevêque assure que c'est sur son ordre, à travers des prêtres envoyés en mission commandée dans les plantations, que des esclaves, et également des Noirs libres, auraient pris les armes au nom du roi et de la foi :

dans beaucoup d'endroits du Barlovento, les Noirs esclaves comme libres, choisissant leurs Commandants, massacrant tout patriote qu'ils rencontraient, et s'approchant de la capitale pour sauver leur archevêque des périls et menaces dont il souffrait ; mettre à bas le gouvernement républicain, et tuer au coutelas tout habitant de Caracas qui tomberait entre leurs mains⁷. (Coll y Prat, 1960, p. 59)

À vrai dire, le récit est ambigu, d'une part, Coll y Prat se félicite que les esclaves et les Noirs libres des environs de Caracas aient rallié la cause royaliste, mais il observe aussi avec crainte l'autonomie acquise dans la prise

7 « en muchos lugares de Barlovento por los Negros así esclavos como libres escogiendo sus Comandantes, destrozando a todo patriota, que encontraban, y acercándose a esta capital para sacar a su Arzobispo de los peligros y desazones que sufría ; acabar con el Gobierno Republicano, y pasar a cuchillo a todo Caraqueño que les saliese de la mano ». TDA, Coll y Prat (1960, p. 59).

d'armes, qui menace l'ordre social de la colonie. Il rapporte notamment, et l'on retrouve ici la pertinence des connexions proposées plus haut, que nombre d'esclaves en armes réclamaient alors la liberté, affirmant parfois que le roi la leur aurait promise. De plus, Coll y Prat déclare craindre une évolution politique semblable à celle du « siempre témible Guarico », littéralement « Saint-Domingue toujours menaçant »⁸. Dans l'autonomie des esclaves et des libres de couleur en armes, c'est aussi la possibilité d'une nouvelle révolution semblable à celle d'Haïti que l'archevêque perçoit. De fait, par leur prise d'armes massive à l'ère des révolutions, les esclaves et les libres de couleur subvertissaient l'ordre colonial, quel que soit le camp pour lequel ils combattaient. En un sens, la notion de Révolution caribéenne permet de mieux mettre en lumière ces aspects de l'indépendance, d'insister sur l'expression paradoxale d'une insurrection contre la situation coloniale dans une partie des armées royalistes.

Les armées de Boves : des royalistes révolutionnaires ?

À la suite des événements de 1812, les élites craignaient désormais une révolution sociale sous la bannière royale. Ces peurs furent ravivées avec plus de force encore au moment des campagnes du chef de guerre royaliste José Tomas Boves en 1814. Celui qui fut l'aumônier de ses armées, José Ambrosio Llamozas assure que Boves pratiquait systématiquement la « destruction des Blancs » (Cortés Santos, 1971, p. 341). Ce témoignage peut étonner quand on sait que Boves lui-même était un marin espagnol, prisonnier des Anglais à Trafalgar puis installé au Venezuela. Boves y avait été emprisonné pour contrebande, puis assigné à résidence dans les plaines de l'intérieur, où il s'était installé comme commerçant avant la guerre d'indépendance. José Francisco de Heredia, régent intérimaire de l'Audience de Caracas décrit également la guerre sans merci menée par Boves. D'après Heredia, Boves considérait tous les « Blancs créoles » comme suspects, et faisait passer par les armes tous ceux qui tombaient entre ses mains. Le chef militaire serait ainsi devenu « l'idole des gens de couleur, qui l'adulaient dans l'espoir de voir détruite la caste dominante et d'avoir la liberté de piller »⁹. À cet égard, la description de Heredia nuance celle de Llamozas. Là où le religieux perçoit une « guerre raciale », le régent semble voir une guerre déclarée à la classe dominante de la colonie, dont l'un des traits distinctifs

8 *Ibid*, p. 59.

9 « El ídolo de la gente de color, á la cual adulaba con la esperanza de ver destruida la casta dominante, y la libertad del saqueo ». TDA, Heredia (2014, p. 239).

est la non-appartenance aux *castas* des métis : en somme, une guerre sociale en situation coloniale.

Pourquoi une telle insistance de ces témoins royalistes sur la violence des troupes de Boves et sur l'opposition entre *castas*? Dans la mesure où Boves remporta de nombreux succès pour la cause royaliste, on pourrait penser que ses victoires masqueraient les violences commises aux yeux des témoins de son camp. Aussi, ce paradoxe apparent peut s'éclaircir si ces témoignages sont situés dans l'époque de la Révolution caribéenne. Ces récits furent écrits dans un temps d'affrontement entre indépendantistes républicains et monarchistes, mais aussi et surtout dans un moment de profonde remise en cause des hiérarchies d'une société coloniale. De fait, selon l'époque dans laquelle on situe les combattants de Boves, guerre d'indépendance ou Révolution caribéenne, leur action pourrait être interprétée différemment : ils menaient une guerre réactionnaire contre les indépendantistes, mais révolutionnaire dans ses effets d'ébranlement des structures socioraciales de la colonie.

Ainsi l'analyse de la guerre d'indépendance vénézuélienne peut-elle s'enrichir de nouvelles considérations, que les travaux récents mettent précisément de plus en plus en lumière. Elle n'est elle-même qu'un cas parmi de nombreux autres. Le spectre de la Révolution haïtienne (Gómez, 2013) n'animait pas seulement les anciens esclaves dont on peut, par le biais de traces ténues, retrouver les logiques d'action. Il alimentait aussi les craintes des élites. Car ce spectre était bien connu, à cause de nombreux mouvements de population, notamment l'exil de nombreux créoles de Saint-Domingue ou de la partie espagnole de l'île. Ces circulations jouaient un rôle décisif dans la formation des cultures politiques et temporelles au sein de la Révolution caribéenne.

Les circulations et l'évolution des cultures politiques caribéennes

Une Méditerranée américaine en révolution

La Révolution caribéenne était aussi l'époque d'un certain type de circulations politiques, rendues possibles par la sédimentation de liens anciens et multiples entre les territoires, formant une véritable Méditerranée américaine¹⁰, un espace dans lequel la mer liait plus qu'elle ne séparait. En

10 Alexander von Humboldt semble avoir été le premier à employer cette notion de « Méditerranée américaine » (voir p. 261 dans l'édition en espagnol de 1956).

comprenant l'étendue de ces connexions, il est alors possible de s'intéresser à l'extension des horizons d'attente propre à l'époque.

Ainsi les libres de couleur et les esclaves de la Caraïbe hispanique côtoyaient-ils avec étonnement des officiers franco-antillais, semblables par la couleur et porteurs de nouvelles de plantations détruites, de chaînes brisées, d'une citoyenneté nouvelle, riches de leurs prises et de leurs prouesses (Pérotin-Dumon, 1990). C'est pourquoi il n'est pas étonnant que ces corsaires, mais aussi des esclaves originaires des Antilles françaises, de Saint-Domingue ou de Guadeloupe, aient été accusés d'être mêlés à de nombreuses insurrections et conspirations dans la Caraïbe hispanique : dans l'île de Trinidad en 1796, ou encore à Carthagène des Indes et à Maracaibo en 1799.

Même si le terme *Révolution caribéenne* ne faisait pas partie du langage des acteurs, le chrononyme aide à détecter des peurs, des revendications sociales, des répertoires d'action, des projets politiques, et plus largement un champ d'expérience commun à un espace, auquel la notion d'époque peut donner une certaine consistance. Ainsi peut-on également essayer de mieux comprendre les relations étroites entre la République d'Haïti et les patriotes colombiens et vénézuéliens. Plusieurs travaux ont souligné que le président haïtien Alexandre Pétion avait accordé son aide (des moyens financiers, 2 000 fusils, des munitions et des officiers haïtiens, etc.) aux troupes conduites par Simon Bolivar en 1816, à la condition que l'abolition de l'esclavage soit mise en œuvre dans la guerre d'indépendance (Térien, 2015 ; Verna, 1980). Ces faits sont connus, mais peut-être n'ont-ils pas été suffisamment commentés, comme si l'appui du dirigeant haïtien relevait de l'évidence, étant lui-même à la tête d'un État abolitionniste. Or, ce choix pouvait être lourd de conséquences, dans la mesure où Haïti était alors sous la menace d'une invasion française et subissait la défiance de l'Empire espagnol, qui ne reconnaissait pas son indépendance. Déjà perçu comme donnant le mauvais exemple aux esclaves des colonies, Haïti prenait le risque d'apparaître comme l'État propagateur de l'indépendantisme et de l'antiesclavagisme. Pourtant Pétion décida malgré tout de favoriser la liberté des esclaves : la volonté politique et morale d'appuyer la cause de l'abolition semblait plus importante que la préservation des relations avec l'Espagne. Cependant, lorsque Pablo Morillo, chef du corps expéditionnaire espagnol, lui écrivit pour le mettre en garde contre tout soutien aux patriotes, Pétion lui répondit qu'il ne ferait que leur offrir l'asile, et n'apporterait aucun appui à leurs projets¹¹. On sait qu'il fit l'inverse, menant

11 Académie royale d'histoire, (RAH), Fonds Morillo Conde de Cartagena, 7706, 63, f° 231 à 232, lettre d'Alexandre Pétion, président d'Haïti, à Pablo Morillo, 25 février 1816.

un double jeu diplomatique politique sur la question de l'esclavage, caractéristique de l'époque.

À moyen terme, Pétion pouvait aussi espérer des conséquences positives de son soutien politique aux insurgés. En soutenant la lutte pour l'indépendance de l'Amérique hispanique, Haïti pouvait gagner un allié pour le futur ; en faisant d'une jeune République sud-américaine une terre abolitionniste, Haïti aurait pu perdre son statut d'*uniquum* dans la Caraïbe. Cependant, les patriotes ne furent pas entièrement fidèles à leurs promesses. À la tête des troupes venant d'Haïti, Simon Bolivar fit deux proclamations, ensuite imprimées et diffusées, le 2 juin 1816 à Carupano et le 6 juin à Ocumare de la Costa, au cœur des régions de plantation esclavagistes du Venezuela. La première proclamation annonçait la libération des hommes esclaves de 14 à 60 ans qui s'incorporeraient aux armées indépendantistes, et de leurs familles. Dans ce document, la libération de l'esclavage gardait un caractère exceptionnel, lié aux nécessités de la guerre. La proclamation d'Ocumare était plus audacieuse. Pour la première fois, l'abolition totale de l'esclavage était mentionnée, non comme devant prendre effet immédiatement, mais du moins comme objectif : il est écrit que dans l'avenir il n'y aura plus qu'une seule classe d'hommes, celle des citoyens. Cependant lorsque les institutions de la première République de Colombie s'établirent, l'esclavage ne fut pas pleinement aboli, et le congrès de Cucuta en 1821 ne décréta que « la liberté des ventres », soit la liberté des descendants d'esclaves arrivés à l'âge de 21 ans (Thibaud, 2006, 2017). De plus, une fois l'indépendance assurée, les patriotes sud-américains se détournèrent largement d'Haïti, privilégiant la recherche de reconnaissance des États-Unis d'Amérique et des nations européennes (Gutiérrez Ardila, 2011). Comme l'illustre ce dernier exemple, les relations politiques nouées dans les moments de haute intensité révolutionnaire étaient souvent mises à mal dans les années de stabilisation et de recherche de reconnaissance des grandes puissances conservatrices. Il faudra attendre 1851 en Colombie, et 1854 au Venezuela, pour une abolition définitive de l'esclavage.

Sous un angle plus instrumental, les différentes expériences que regroupe la Révolution caribéenne pouvaient s'accumuler dans l'esprit des acteurs et intervenir dans leurs manières de mener les projets, de considérer les opportunités ou de réagir aux nouvelles révoltes. Elles forgeaient ainsi une culture politique qui, tout en étant liée à un espace de circulation plus large, revêt dans ce cadre une certaine autonomie. L'étude de divers exemples de ce jeu de circulation permet d'en prendre la mesure. Ainsi, comme nombre d'habitants du Venezuela au début du XIX^e siècle, le régent Heredia, qui décrivait le potentiel révolutionnaire des troupes de José Tomas Boves était

natif de Saint-Domingue. Lui et sa famille avaient émigré au Venezuela en 1801, fuyant l'avancée des troupes de Toussaint Louverture (Chacón y Calvo, 1933, p. 12-15). C'est à la lumière de cette expérience qu'il interprétait la guerre d'indépendance au Venezuela. Ayant été témoin de l'effondrement du système colonial esclavagiste à Saint-Domingue, fatal à la classe dominante à laquelle il appartenait, il craignait que les mêmes événements ne se reproduisent en Amérique du Sud. Le cas de Heredia, de ses expériences vécues à Saint-Domingue, jusqu'à ses écrits sur l'indépendance du Venezuela, offre un exemple de la manière dont les individus forgeaient leur vision du monde dans la Révolution caribéenne, et donc leurs grilles d'interprétation des événements. Dans le camp indépendantiste également, les voyages dans les Antilles contribuaient à l'élaboration des cultures politiques. Certains patriotes sud-américains avaient pris part quelques années auparavant aux guerres révolutionnaires des années 1790 dans les Antilles.

Le parcours d'un révolutionnaire caribéen : Jean-Baptiste Bideau

C'est le cas de Jean-Baptiste Bideau : libre de couleur originaire de l'île de Sainte-Lucie, il fut d'abord l'un des corsaires de Victor Hugues, au temps de la Convention. Dans une lettre du 6 mai 1796, Victor Hugues faisait part au gouverneur de Trinidad de son arrivée comme commandant de la goélette *La Fidelle*¹², afin de venir en aide à des marins franco-antillais demeurés dans l'île espagnole après que leurs navires eurent été coulés par les Anglais. Mais le gouverneur Chacón rapporta que ce navire fut à son tour détruit par les Anglais : Bideau et ses hommes furent alors secourus par l'allié espagnol¹³. L'Angleterre s'empara finalement de l'île en 1797, comme de l'ensemble des petites Antilles à l'exception de la Guadeloupe. Malgré tout, Bideau a ensuite continué ses activités corsaires, comme en témoigne l'aventurier français Jean-Joseph Dauxion-Lavaysse, qui voyagea au Venezuela et à Trinidad entre 1805 et 1808 (Gainot, 2016). Dauxion-Lavaysse rapporte qu'en 1798, le gouverneur anglais Thomas Picton accusa Bideau d'avoir capturé le navire d'un de ses capitaines et de l'avoir ramené dans le port vénézuélien de Cumaná (Dauxion-Lavaysse, 1813, p. 184-185). En représailles, Picton a fait jeter en prison deux sœurs de Bideau, mariées à Trinidad, avec leurs maris et leurs enfants. La présence des corsaires français dans les ports vénézuéliens est en effet fréquente dans les premières années

12 Archives nationales de l'outre-mer (ANOM), C7A 49, f° 187, lettre de Victor Hugues à José María Chacón, 17 floréal an IV (6 mai 1796).

13 AGI, État, Caracas, copie de la correspondance des gouverneurs de Trinidad, 1789-1796, lettre de José María Chacón au secrétaire d'État, 17 juin 1796.

du XIX^e siècle. L'épisode atteste en outre de l'importance des relations et des alliances familiales qui pouvaient être nouées au gré des circulations d'individus à l'ère des révolutions. Peut-être est-ce grâce à ses liens établis au cours de ses précédentes expériences que Jean-Baptiste Bideau a pu revenir à Trinidad en 1813, en pleine guerre d'indépendance de l'Amérique hispanique.

Cette fois-ci, il participait à une expédition militaire des patriotes vénézuéliens. Bideau était le commandant de la place de Güiria, la plus orientale du pays et la plus proche de Trinidad. Il était sans doute le soldat idéal pour cette mission. Ancien officier de la Convention, il était en charge d'une région côtière du Venezuela largement peuplée de franco-antillais, selon le témoignage du royaliste Level de Goda (Carrocera, 1968, p. 571). Il se trouvait en situation de mettre à profit sa connaissance des routes maritimes pour faire parvenir des armes et des vivres de Trinidad ou d'autres îles des Antilles. Bideau avait aussi la possibilité de recruter, comme 15 ans plus tôt en tant que corsaire de la République française, des esclaves en fuite comme soldats. Le gouverneur anglais l'en accusait, mais il le niait énergiquement¹⁴. S'ils faisaient de tels recrutements, les patriotes vénézuéliens choisissaient de les masquer au gouverneur britannique, pour ne pas apparaître comme de dangereux propagateurs de la révolution parmi les esclaves. Ce n'est que le 15 février 1815, acculé par les troupes royalistes et contraint à s'exiler provisoirement à Saint-Barthélemy, haut lieu de la course et du commerce libre, que Bideau décréta la liberté générale des esclaves de la région sous son autorité afin qu'ils prennent les armes¹⁵. Comme le président haïtien Pétion vis-à-vis des autorités espagnoles, le corsaire indépendantiste Bideau pratiquait le double jeu de la Révolution caribéenne, dans ses relations avec l'Empire britannique.

Le marronnage de guerre

Malgré ces tergiversations et ces jeux de masques des chefs militaires, le marronnage de guerre, tel celui des esclaves du Venezuela, était bien l'une des constantes de l'époque. La prise d'armes massive des esclaves était courante pendant la Révolution caribéenne. On nomme marronnage de guerre le fait qu'un esclave rejoigne une armée pour échapper à sa condition d'esclavage. Ainsi, lorsque les navires des corsaires de la Guadeloupe approchaient les côtes de l'île de Trinidad en 1796, le gouverneur de l'île constatait

¹⁴ Archives nationales du Royaume-Uni (NA), ministère des Colonies (CO), 295, 29, correspondance du gouverneur de Trinidad, lettre de Bideau à Woodford, 17 juin 1813.

¹⁵ NA, CO, 295, 36, lettre de Juan Gavazzo à Woodford, 18 février 1815.

que de nombreux cultivateurs esclaves s'échappaient à bord de canoës pour les rejoindre : à bord des navires corsaires, ils étaient alors déclarés libres et incorporés aux équipages¹⁶.

On trouve des pratiques semblables pendant les guerres d'indépendance du Venezuela, outre le cas de Bideau, dans les troupes sous le commandement du général patriote Santiago Mariño en août 1816, c'est-à-dire après les proclamations libératrices de Simon Bolivar. Le gouverneur de Trinidad, Raphael Woodford constatait alors que des esclaves de l'île, sous son autorité, s'étaient échappés et avaient rejoint les troupes de Mariño.

En 1795, pour rejoindre les corsaires de la Convention, ou dans les années 1810 pour s'engager dans l'armée indépendantiste sud-américaine, les frêles esquifs quittant les plantations côtières de Trinidad portaient les mêmes espoirs de liberté. Ce marronnage de guerre, en essor dans un contexte révolutionnaire, mais aussi ancré dans le contexte ancien du marronnage, était caractéristique de l'époque.

Cependant, en dépit des proclamations libératrices quelques mois plus tôt, le général Mariño était aussi soucieux de s'attirer les bonnes grâces des Anglais, et affirmait être prêt à restituer les fugitifs. Le gouverneur anglais envoya alors un émissaire à cet effet, qui assurait avoir reconnu 5 anciens esclaves parmi les soldats. Mais comme le relate Woodford, il fut impossible de les remettre dans les fers car les militaires du rang dans leur ensemble s'y opposèrent¹⁷. La solidarité de la troupe mit en échec la tentative de remettre les guerriers marrons en condition d'esclavage. Cette fois-ci au moins, la fraternité d'armes avait pu l'emporter sur les considérations géopolitiques. Ces exemples montrent aussi que, dans de nombreux cas, les pratiques d'émancipation des élites, en l'occurrence du commandement patriote sud-américain, variaient selon les intérêts du moment ; c'est donc à partir de la permanence des mobilisations subalternes que pouvait se poursuivre et s'approfondir la Révolution caribéenne.

Néanmoins, ces multiples marronnages guerriers ont aussi pu aboutir, dans certains cas, à la formation de communautés libres durables, comme le montre l'étude de Nicolas Rey concernant les Garifunas du Honduras et les Noirs de Livingston au Guatemala (2005). Les Garifunas sont les descendants des Caraïbes noirs (métis de Noirs marrons et d'Amérindiens) de l'île de Saint-Vincent qui avaient combattu les Anglais dans les guerres révolutionnaires : finalement défaits, ils furent déportés en 1797 sur l'île de Roatán

16 AGI, État, Caracas, 153, copie de la correspondance des gouverneurs de Trinidad, 1789-1796, lettre de José María Chacón à Gabriel Aristizabal, 29 décembre 1795.

17 NA, CO, 295, 40, f° 125 à 128. Lettre du gouverneur Raphael Woodford à Earl Bathurst, 25 août 1816.

(Honduras actuel). Quant à la communauté de Livingston, elle descend de soldats auxiliaires noirs des Espagnols à Saint-Domingue. Nicolas Rey a montré comment ces communautés ont continuellement lutté pour leurs droits depuis les indépendances jusqu'au xx^e siècle, notamment pour conserver leurs terres. Encore aujourd'hui, la mémoire de l'époque révolutionnaire est une source de fierté, entretenue par un culte des ancêtres fondateurs. À cet égard, et dans de nombreux autres territoires de la macrorégion, les luttes de la Révolution caribéenne sont encore présentes dans les pratiques mémorielles, et contribuent à l'existence de communautés sociopolitiques.

De la deuxième partie du xviii^e siècle aux premières décennies du xix^e siècle, la Grande Caraïbe connut de nombreuses transformations radicales, présentant des caractéristiques communes à l'échelle macrorégionale, qui forment une époque que l'on s'est proposé de nommer *Révolution caribéenne*. Elle permet ainsi de s'emparer des modes de résurgences cycliques des attentes révolutionnaires, alimentées par les expériences passées parmi lesquelles celle de Saint-Domingue, mais pas seulement. Appliqué à la guerre d'indépendance du Venezuela, ce choix interprétatif permet de mettre en lumière les oppositions qui redoublent la bipolarisation indépendantistes-royalistes, en éclairant les divisions internes aux deux camps sur l'esclavage et l'égalité des individus.

Cet aspect cyclique de l'époque ne peut être compris qu'à la lumière des circulations, notamment des individus qui acquièrent une culture politique forgée par les échanges et les expériences dans différents territoires, qui perdure et se transforme pendant plusieurs décennies. Ainsi peut-on suggérer l'existence d'une époque en plus de la diversité infinie des expériences des acteurs.

La Révolution caribéenne est une époque sociopolitique, caractérisée par la remise en cause des fondements idéologiques et sociaux de la domination coloniale, par l'extension de la citoyenneté et des émancipations d'esclaves, à des degrés divers selon les territoires et les moments considérés. En cela, elle se distingue d'époques au sens institutionnel telles que l'époque coloniale, ou l'époque de l'indépendance. On peut alors saisir « la multiplicité des durées [...] déjà présente et, en quelque sorte, récapitulée dans l'expérience humaine du temps » (Revel cité par Dosse dans Delacroix *et al.*, 2009, p. 118). L'exploration des potentialités interprétatives du chrononyme éclaire ainsi les conditions matérielles et idéologiques de l'action historique, dans un espace singulier dans les révolutions atlantiques.

Dans cet article, on a aussi voulu suggérer que la caractérisation d'une époque par l'historien peut également s'appuyer sur la mise en évidence de

répertoires d'action communs aux subalternes à une période donnée. Dans le discours des élites, surreprésenté dans les sources, l'époque apparaît alors davantage en creux : à travers la peur engendrée par la mobilisation des subalternes. Par ailleurs, les perceptions temporelles des acteurs peuvent sans nul doute être encore approfondies pour définir un sens plus riche de l'époque. On pourrait aussi prolonger la réflexion par un dialogue avec l'œuvre de Kwame Anthony Appiah, en se demandant si l'époque pourrait être qualifiée de « révolution morale » (Appiah, 2012).

La Révolution caribéenne donna également naissance à une mémoire littéraire, dont le roman le plus emblématique est *El siglo de las luces* (2009) de l'écrivain cubain Alejo Carpentier, qui relate comment deux jeunes gens de La Havane, Estéban et Sofía auraient pu rencontrer Victor Hugues à Cuba et l'accompagner dans ses péripéties révolutionnaires. Dans *Ormerod*, Édouard Glissant (2003) fait aussi revivre Flore Gaillard, combattante de la Révolution de Sainte-Lucie, dont l'un des compagnons d'armes, le Cubain Alvares, aurait finalement rejoint l'armée de Simon Bolivar dans un dernier combat pour la liberté.

Bibliographie

- ADELMAN Jeremy, 2006, *Sovereignty and Revolution in the Iberian Atlantic*, Princeton, Princeton University Press.
- APPIAH Kwame Anthony, 2012, *Le code d'honneur. Comment adviennent les révolutions morales*, Paris, Gallimard.
- ARMITAGE David et SUBRAHMANYAM Sanjay éd., 2010, *The Age of Revolutions in a Global Context*, New York, Palgrave Macmillan.
- BACOT Paul, DOUZOU Laurent et HONORÉ Jean-Paul, 2008, « Chrononymes. La politisation du temps », *Mots. Les langages du politique*, n° 87, p. 5-12.
- BANTIGNY Ludivine, 2013, « Historicités du 20^e siècle. Quelques jalons sur une notion », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 117, p. 13-25.
- BARRY GASPARD David et GEGGUS David, 1997, *A Turbulent Time : The French Revolution and the Greater Caribbean*, Bloomington, Indiana University Press.
- BASSI Ernesto, 2016, *An Aqueous Territory : Sailor Geographies and New Granada's Transimperial Greater Caribbean World*, Durham, Duke University Press.
- BAYLY Christopher, 2004, *The Birth of the Modern World, 1780-1914 : Global Connections and Comparisons*, Malden, Blackwell.
- BÉNOT Yves et DORIGNY Marcel éd., 2003, *Rétablissement de l'esclavage dans les colonies françaises, 1802. Aux origines d'Haïti*, Paris, Maisonneuve et Larose.
- BOHORQUEZ Carmen, 1998, *Francisco de Miranda, précurseur des indépendances de l'Amérique latine*, Paris, L'Harmattan.
- CANDLIN Kit, 2012, *The Last Caribbean Frontier, 1795-1815*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.

- CANNY Nicholas et MORGAN Philip D. éd., 2011, *The Oxford Handbook of the Atlantic World*, Oxford, Oxford University Press.
- CARROCERA Buenaventura, 1968, *Misión de los capuchinos en Cumaná*, t. 3, Caracas, Biblioteca de la Academia nacional de la historia.
- CARPENTIER Alejo, 2009, *El siglo de las luces*, La Havane, Instituto Cubano del libro, Letras cubanas.
- CHACÓN y CALVO José María, 1933, « Un juez de Indias, vida documental de José Francisco de Heredia », *Boletín de la Academia de la Historia*, n° 103, p. 5-68.
- COLL Y PRAT Narciso, 1960, *Memoriales sobre la independencia de Venezuela*, Caracas, Biblioteca de la Academia nacional de la historia.
- CORTÉS SANTOS Rodulfo, 1971, *Antología documental de Venezuela, 1492-1900 : materiales para la enseñanza de la historia de Venezuela : una historia de la comunidad venezolana contada por sus papeles clásicos*, Caracas.
- CRATON Michael, 1982, *Testing the Chains : Resistance to Slavery in the British West Indies*, Ithaca, Cornell University Press.
- DAUXION-LAVAYSSE Jean-Joseph, 1813, *Voyage aux îles de Trinidad, de Tobago, de la Marguerite, et dans diverses parties de Venezuela dans l'Amérique méridionale*, vol. 2, Paris, F. Schoëll Libraire.
- DELACROIX Christian, DOSSE François et GARCIA Patrick éd., 2009, *Historicités*, Paris, La Découverte.
- DORIGNY Marcel, 2004, *Haïti, première république noire*, Paris, Société française d'histoire d'outre-mer.
- DORLIN Elsa, 2009, *La matrice de la race. Généalogie sexuelle et coloniale de la Nation française*, Paris, La Découverte.
- DUBOIS Laurent, 2004a, *Avengers of the New World : The Story of the Haitian Revolution*, Cambridge, Harvard University Press.
- 2004b, *A Colony of Citizens : Revolution and Slave Emancipation in the French Caribbean, 1787-1804*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press.
- FERRER Ada, 2014, *Freedom's Mirror. Cuba and Haiti in the Age of Revolution*, New York, Cambridge University Press.
- FICK Carolyn, 1990, *The Making of Haiti : The Saint Domingue Revolution from Below*, Knoxville, The University of Tennessee Press.
- FRÉMONT Armand, 1999, *La région, espace vécu*, Paris, Presses universitaires de France.
- GAINOT Bernard, 2016, « Jean-François Dauxion-Lavaysse (vers 1770-1830). De la reconnaissance de terrain à la reconnaissance sociale », *Annales historiques de la Révolution française*, n° 385, p. 67-85.
- GARRIGUS John, 2011, « Vincent Ogé "jeune" : social class and free colored mobilization on the eve of the Haitian Revolution », *The Americas*, vol. 68, n° 1, p. 33-62.
- GEGGUS David, 1993, « Sugar and coffee cultivation in Saint-Domingue and the shaping of the slave labor force », *Cultivation and Culture : Labor and the Shaping of Slave Life*, I. Berlin et P. Morgan éd., Charlottesville, University of Virginia Press, p. 73-98.
- GODECHOT Jacques et PALMER Robert, 1955, « Le problème de l'Atlantique du XVIII^e au XX^e siècle », *Actes du 10^e congrès international des sciences historiques*, Rome, 4-11 septembre, vol. 5, histoire contemporaine, p. 175-239.
- GÓMEZ Alejandro, 2006, « La Revolución Haitiana y la Tierra Firme hispana » [en ligne], *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, [URL : <https://journals.openedition.org/nuevomundo/211>], consulté le 20 novembre 2018.

- 2013, *Le spectre de la révolution noire. L'impact de la révolution haïtienne dans le monde atlantique 1790-1886*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- GLISSANT Édouard, 1990, *Poétique de la Relation. Poétique III*, Paris, Gallimard.
- 2003, *Ormerod*, Paris, Gallimard.
- GUTIERREZ ARDILA Daniel, 2011, « Colombia y Haïti : historia de un desencuentro (1819-1831) », *Secuencia. Revista de historia y ciencias sociales*, n° 81, p. 67-93.
- HARTOG François, 2003, *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Paris, Le Seuil.
- HELG Aline, 2004, *Liberty and Equality in Carribben Colombia 1770-1835*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press.
- HEREDIA José Francisco (DE), 2014, *Memorias sobre las revoluciones de Venezuela 1812-1817*, Caracas, Academia nacional de la historia, Banco Central de Venezuela.
- HERING TORRES Max, 2012, « Sombras y ambivalencias de la igualdad y la libertad. Colombia a principios del siglo XIX », *Independencia, historia diversa*, B. Tovar Zambrano éd., Bogota, université nationale de Colombie, p. 443-477.
- HOLT Thomas C., 1992, *The Problem of Freedom : Race, Labor and Politics in Jamaica and Britain, 1832-1938*, Baltimore, John Hopkins University Press.
- HUMBOLDT Alexander (VON), 1956, *Viajes a las regiones equinociales del nuevo continente*, t. 2, Caracas, ministerio de Educación.
- JAMES Cyril Lionel Robert, 1989, *The Black Jacobins : Toussaint L'Ouverture and the Santo Domingo Revolution*, New York, Vintage Books.
- KALIFA Dominique, 2016, « Introduction. Dénommer le siècle : chrononymes du XIX^e siècle », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, n° 52, p. 9-17.
- KLOOSTER Wim, 2011, « Le décret d'émancipation imaginaire : monarchisme et esclavage en Amérique du Nord et dans la Caraïbe au temps des révolutions », *Annales historiques de la Révolution française*, n° 3263, p. 109-129.
- LANGUE Frédérique, 1997, « La pardocratie ou l'itinéraire d'une "classe dangereuse" dans le Venezuela des XVIII^e et XIX^e siècles », *Caravelle. Cahiers du monde hispanique et luso-brésilien*, n° 67, p. 57-72.
- LARCHER Silyane, 2014, *L'autre citoyen*, Paris, Armand Colin.
- LASSO Marixa, 2007, *Myths of Harmony. Race and Republicanism during the Age of Revolution, Colombia, 1795-1831*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press.
- MARTIN Jean-Clément, 1984, « La Vendée, région mémoire », *Les lieux de mémoire*, t. 1, *La République*, P. Nora éd., Paris, Gallimard, p. 595-617.
- MARTINEZ PERIA Juan Francisco, 2015, *Lazos revolucionarios. Influencias, encuentros y desencuentros entre Haïti, Venezuela y Nueva Granada en la época de la Independencia (1789-1830)*, thèse de doctorat en histoire, université Pompeu Fabra de Barcelone.
- NEWSON Linda, 1976, *Aboriginal and Spanish Colonial Trinidad : A Study in Culture Contact*, Londres, Academic Press.
- PÉREZ MORALES Eduardo, 2018, *No Limits to Their Sway : Cartagena Privateers and the Masterless Caribbean in the Age of Revolutions*, Nashville, Vanderbilt University Press.
- PÉROTIN-DUMON Anne, 1985, *Être patriote sous les tropiques. La Guadeloupe, la colonisation et la Révolution, 1789-1794*, Basse-Terre, Société d'histoire de la Guadeloupe.
- 1990, « Révolutionnaires français et royalistes espagnols dans les Antilles », *Caravelle. Cahiers du monde hispanique et luso-brésilien*, n° 54, p. 223-246.
- RACINE Karen, 2003, *Francisco de Miranda : A Transatlantic Life in the Age of Revolution*, Wilmington, Scholarly Resources.

- RÉGENT Frédéric, 2004, *Esclavage, métissage, liberté. La Révolution française en Guadeloupe, 1789-1802*, Paris, Grasset.
- REY Nicolas, 2005, « Les Garifunas. Entre “mémoire de la résistance” aux Antilles et transmission des terres en Amérique centrale », *Cahiers d'études africaines*, n° 177, p. 132-163.
- SCHAUB Jean-Frédéric, 2015, *Pour une histoire politique de la race*, Paris, Le Seuil.
- SCOTT Julius, 1986, *The Common Wind: Currents of Afro-American Communication in the Era of the Haitian Revolution*, thèse de doctorat, université de Duke.
- SORIANO Cristina, 2011, *Rumor of Change: Repercussions of Caribbean Turmoil and Social Conflict in Venezuela*, thèse de doctorat, université de New York.
- STRAKA Tomás, 2014, « Venezuela en la revolución atlántica. Algunos problemas y posibilidades », *El Carrusel Atlántico. Memorias y sensibilidades (1500-1950)*, O. Álvarez Gila, A. Angula Morales et A. Cardoza Uzcátegui éd., Caracas-Vitoria-Gasteiz, Editorial Nuevos Aires-Universidad del País Vasco, p. 153-187.
- TERRIEN Nicolas, 2015, « Des patriotes sans patrie ». *Histoire des corsaires insurgés de l'Amérique espagnole (1810-1825)*, Mordelles, Les Perséides.
- THIBAUD Clément, 2006, *Républiques en armes. Les armées de Bolívar dans les guerres d'indépendance du Venezuela et de la Colombie*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- 2017, *Libérer le nouveau monde. La fondation des premières républiques hispaniques. Colombie et Venezuela (1780-1820)*, Rennes, Les Perséides.
- THIBAUD Clément, ENTIN Gabriel, GÓMEZ Alejandro et MORELLI Federica éd., 2013, *L'Atlantique révolutionnaire. Une perspective ibéro-américaine*, Rennes, Les Perséides.
- VERNA Paul, 1980, *Pétion y Bolívar: una etapa decisiva en la emancipación de Hispanoamérica, 1790-1830*, Caracas, Ediciones de la Presidencia de la República.
- VIDAL Cécile, 2012, « Pour une histoire globale du monde atlantique ou des histoires connectées dans et au-delà du monde atlantique? », *Annales HSS*, vol. 67, n° 2, p. 391-413.